

N° DP 23/938

DECISION DU PRESIDENT

RESILIATION DU MARCHÉ 19MRL47 RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE DE LA GALERIE NOCART ET LA SUPPRESSION DE RISQUE D'EFFONDREMENT DES STRUCTURES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché public n°19MRL47-19647 concernant la maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart à Toulon et la suppression de risque d'effondrement des structures notifié le 1^{er} août 2019 à la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE,

VU l'avenant n°1 relatif à l'adaptation du programme initial, la fixation du coût définitif des travaux ainsi que du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n°1, ayant entraîné une augmentation du montant global du marché + 7.54 % tous lots confondus,

VU l'avenant n°2 relatif à l'adaptation du programme initial, la fixation du coût définitif des travaux ainsi que du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n°2, ayant entraîné une nouvelle augmentation du marché + 39.87 %, tous lots confondus,

VU le Cahier de Clauses Administratives Générales en matière pour les prestations intellectuelles et plus particulièrement son article 33 concernant la résiliation pour motif d'intérêt général,

CONSIDERANT que les erreurs topographiques et géotechniques détectées lors de la phase de préparation de chantier par le titulaire du marché de travaux, ne sont pas imputables au titulaire du marché de maîtrise d'oeuvre mais relève de la seule responsabilité des prestataires missionnés,

CONSIDERANT que ces erreurs entraînent une nouvelle augmentation du coût définitif des travaux et du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n° 2, et ainsi une augmentation du marché de+ 83% tout lots confondus,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donc souhaité résilier ce marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 33 du cahier des clauses administratives générales en matière de propriété intellectuelle et à l'article 9 du Cadre de lettre de commande valant Acte d'engagement du marché,

CONSIDERANT qu'au regard des dispositions précitées, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité correspondant à 5% calculée sur le montant HT des éléments de missions en cours d'exécution et non soldé,

CONSIDERANT que néanmoins le lot 2 a fait l'objet d'une exécution totale des éléments de mission de conception (PRE, AVP, PRO/DCE et étude de faisabilité) et d'une exécution partielle des éléments de missions d'exécution comme suit :

- VISA : 85% d'exécution
- DET : 20,007% d'exécution (% basé sur le montant réel des 1^{ers} travaux réalisés de préparations et dévoiement réalisés)
- AOR : 20,007% d'exécution (% basé sur le montant réel des 1^{ers} travaux réalisés de préparations et dévoiement réalisés)
- OPC : 20,007% d'exécution (% basé sur le montant réel des 1^{ers} travaux réalisés de préparations et dévoiement réalisés)

CONSIDERANT que dans ces conditions le montant de l'indemnité de 5 % du montant restant des éléments de missions VISA, DET, AOR, et OPC en cours d'exécution s'élève à 2 600,86 euros selon le calcul détaillé dans l'annexe ci-jointe,

CONSIDERANT que le taux d'exécution le total des acomptes versés pour les éléments de missions DET, AOR et OPC font l'objet d'un trop perçu de 1 534.77 € HT, et nécessite l'émission d'un titre de recette, comme détaillé dans l'annexe ci-jointe,

CONSIDERANT que par un courrier du 05/09/2023, le Titulaire a été informé de la résiliation de ce marché pour motif d'intérêt général à la demande de la Métropole TPM et que les missions complémentaires réalisées en 2022 et août 2023 seraient régler via un protocole transactionnel,

CONSIDERANT que le titulaire a indiqué qu'il acceptait les modalités de résiliation sous réserve de la bonne prise en compte des missions complémentaires réalisées en 2022 et août 2023 réglées via un protocole transactionnel,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE RESILIER le marché public n° 19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le décompte de résiliation joint en annexe.

ARTICLE 3

DE DIRE que la somme de 2 600,86 euros correspondant à l'indemnité de résiliation sera payée au Groupe SUEZ CONSULTING - SAFEGE et imputée au budget de la Métropole Opération 24009 chapitre 11 fonction 734 article 658.

ARTICLE 4

DE DIRE qu'un titre de recette sera émis à l'encontre du Groupe SUEZ CONSULTING SAFEGE correspondant au trop perçu des missions en phase EXE de 1 534 ,77€HT soit 1 841,72 €TTC.

ARTICLE 5

DE DIRE que conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, qu'une requête peut être déposée devant le tribunal administratif de Toulon dans le délai de deux mois à compter de la réception de la présente décision et que cette requête peut être déposée de manière dématérialisée sur la plateforme télé-recours.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le

12 OCT. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Toulon, le 04 Septembre 2023

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

**Direction Générale des Services Techniques
Territoires et Proximité**

Didier GOUBÉ
Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité

Affaire suivie par :

Direction de la Prévention des Risques

Pierre GOYET

Contact : Laurent SANNIER

lsannier@metropoletpm.fr – Tél : 04.94.36.48.60

RAR : 2C 116 452 2059 3

N/REF : DGSTTP/DPR/DG/PG/LS/ 23-4447

OBJET : Courrier d'intention de résiliation du Marché n°19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures.

PJ : 1

SUEZ CONSULTING - SAFEGE
Direction Déléguée France Sud &
Outre-Mer
Aix Métropole Bât D
30, Avenue Malacrida
13 100 AIX EN PROVENCE

Monsieur,

La métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) vous informe de son intention de procéder à la résiliation pour motif d'intérêt général du marché n° 19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures, qui vous a été notifié le 01/08/2019 en application de l'article 9 du Cadre de lettre de commande valant Acte d'engagement du marché (joint en PJ) et des dispositions des articles 33 et 34 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations intellectuelles (CCAG – PI) de 2009.

En effet, la nouvelle augmentation du coût définitif des travaux établie suites aux erreurs topographiques et géotechniques détectées lors de la phase préparation de chantier par le titulaire du marché de travaux, ne peut-être intégrée du fait d'une augmentation trop significative du montant du marché + 83 %.

Ces évolutions de l'opération n'étant imputables ni à l'équipe de maîtrise d'oeuvre, ni au maître d'ouvrage, MTPM a donc choisi de résilier le marché pour motif d'intérêt général. Part conséquent, une indemnité de correspondant à 5 % des éléments de mission ayant connu un début d'exécution vous sera versée.

Dans ce cadre, nous vous prions de bien vouloir trouver, en pièce-jointe du présent courrier, un projet de décompte de résiliation, lequel reprend l'ensemble des sommes dues au titre de l'article 34 du CCAG PI, et qui devra nous être retourné sous 8 jours à compter de la réception de courrier de résiliation afin de le valider ou de nous faire part de toutes observations utiles.

Au-delà de ce délai, le document sera réputé accepté et MTPM procédera à la résiliation définitive du marché qui nous lie.

.../...

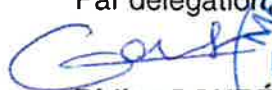
Concernant les trois missions complémentaires réalisées à la demande du maître d'ouvrage relative à la gestion de l'erreur topographique, la nouvelle G2 PRO et l'actualisation de l'AVP, ces missions ne peuvent être intégrées au sein d'un avenant.


Afin de pouvoir procéder au paiement des sommes qui nous incombent dans le cadre de ces missions, ces dernières feront l'objet d'un protocole transactionnel qui vous sera transmis parallèlement à la procédure de résiliation.

Ce document sera établi conjointement par MTPM et vos services.

Les services de MTPM, chargés de cette opération, restent à votre disposition pour tous renseignements que vous jugeriez nécessaires.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président
Par délégation

Didier GOUBÉ
Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité



19 MRL 47
19647
MOE pour la
01-aout-19

19 MRL 47
19647
MOE pour la sécurisation de la galerie Nocat et suppression du risque d'effondrement des structures
01-aout-19

[illegible]

Marché initial	
Total HT	142 000,00 €
V.A 20%	28 400,00 €
Total TTC	170 400,00 €
	% / lot tech : 35,70% N A n°1 : 12,94%
Marché pilote - N°01	
Total HT	152 710,31 €
V.A 20%	30 542,06 €
Total TTC	183 252,37 €
	% / lot tech : 40,99% N A n°2 : 38,47%
Marché pilote - N°02	
Total HT	198 620,31 €
V.A 20%	39 724,06 €
Total TTC	238 344,37 €
Monte à facturer dans le futur Décompte final - 1 534,77 € Total HT 2 640,44 € Total TTC 1 065,09 €	

DECOMPTÉ DE RESILIATION

N° MARCHÉ :

19647

N° Corridis

Libellé :

MOE pour la sécurisation de la galerie Nocard et suppression du risque d'effondrement des structures

Notification :

01-sect-19

LOT TECHNIQUE										2										Total (1 et 2)	
1																					
Marché Initial										Marché Initial											
Av1										Av1 3											
CD des travaux										CD des travaux											
Montant HT du Forfait										Montant HT du Forfait											
Trésorerisation										Trésorerisation											
Eléments de mission										Eléments de mission											
PRE										PRE											
PRO/DCE										PRO/DCE											
VISA										VISA											
DET										DET											
AOR										AOR											
Total mission témoin										Total mission témoin											
Etude faisabilité										Etude faisabilité											
Total HT										Total HT											
TVA 20%										TVA 20%											
Total TTC										Total TTC											
ACPT VERSE - lot Tech 2										ACPT VERSE - lot Tech 2											
Total (1 et 2)										Total (1 et 2)											

N° MARCHÉ :

19647

N° Corridis

Libellé :

MOE pour la sécurisation de la galerie Nocard et suppression du risque d'effondrement des structures

Notification :

01-sect-19

LOT TECHNIQUE										2										Total (1 et 2)	
1																					
Marché Initial										Marché Initial											
Av1										Av1 3											
CD des travaux										CD des travaux											
Montant HT du Forfait										Montant HT du Forfait											
Trésorerisation										Trésorerisation											
Eléments de mission										Eléments de mission											
PRE										PRE											
PRO/DCE										PRO/DCE											
VISA										VISA											
DET										DET											
AOR										AOR											
Total mission témoin										Total mission témoin											
Etude faisabilité										Etude faisabilité											
Total HT										Total HT											
TVA 20%										TVA 20%											
Total TTC										Total TTC											
ACPT VERSE - lot Tech 2										ACPT VERSE - lot Tech 2											
Total (1 et 2)										Total (1 et 2)											

N° MARCHÉ :

19647

N° Corridis

Libellé :

MOE pour la sécurisation de la galerie Nocard et suppression du risque d'effondrement des structures

Notification :

01-sect-19

LOT TECHNIQUE										2										Total (1 et 2)	
1																					
Marché Initial										Marché Initial											
Av1										Av1 3											
CD des travaux										CD des travaux											
Montant HT du Forfait										Montant HT du Forfait											
Trésorerisation										Trésorerisation											
Eléments de mission										Eléments de mission											
PRE										PRE											
PRO/DCE										PRO/DCE											
VISA										VISA											
DET										DET											
AOR										AOR											
Total mission témoin										Total mission témoin											
Etude faisabilité										Etude faisabilité											



CREATING CYCLES. FOR LIFE.



Aix en Provence, le 12/09/2023

Expéditeur : Hubert SEMIOND

Réf: JBA/MJA/2023/19MAX100/9006-L

Objet : Observations relatives au courrier d'intention de résiliation du Marché n°19MRL47-19647

Métropole Toulon Provence

M. Didier GOUBE

Directeur Général des Services
Techniques

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536

83041 TOULON Cedex 9

Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,

Nous avons reçu le 6 septembre 2023 votre courrier RAR 2C 116 452 2059 3 précisant votre intention de résiliation du Marché n°19MRL47-19647, relatif à notre mission de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation de la galerie Nocart et la suppression du risque d'effondrement des structures à Hyères.

Nous acceptons les modalités de résiliation de notre marché selon votre proposition détaillée dans la fiche de calculs jointe à votre courrier, sous réserve de la prise en compte des missions complémentaires réalisées entre septembre 2022 et aout 2023, qui seront réglées via un protocole transactionnel, comme vous le proposez :

- Mission complémentaire 1 (reprise de conception hydraulique) : 14 400 € HT
- Mission complémentaire 2 (échanges géotechniques) : 12 500 € HT
- Mission complémentaire 3 (actualisation des études) : 9 200 € HT
- Soit un total de 36 100 € HT

Nous vous remettons en pièce jointe à ce courrier notre mémoire de demande de rémunération relatif à ces missions complémentaires.

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur, nos respectueuses salutations

Hubert SEMIOND
Directeur de l'agence PACA CORSE



Pièce jointe : Mémoire de demande de rémunération

09
2023

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

CONSULTING

SUEZ CONSULTING
Avenue Emmanuel Pontremoli bât F1
06 200 Nice

Agence de Nice

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Paroissien 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safeg.com

Version : 1

Date : 12 Septembre 2023

JAUMAUX Marion

Visa : ROBERT Sylvain



Sommaire

1 Rappel du contexte	2
1.1	Erreur topographique	2
1.2	Géotechnique.....	3
1.3	Echanges techniques et financiers	3
2 Travail supplémentaire pour Suez Consulting	4
2.1	Reprise de la conception hydraulique.....	4
2.2	Echanges géotechniques en phase préparatoire	5
2.3	Actualisation des études de conception (PRO-DCE)	5
3 Conclusion.....	6

1 RAPPEL DU CONTEXTE

1.1 Erreur topographique

Une erreur topographique de plus de 50 cm a été faite par Opsia, prestataire topo ayant réalisé le fond initial du marché de travaux de la sécurisation hydraulique de la Sauvette à Hyères les Palmiers pour le compte de TPM.

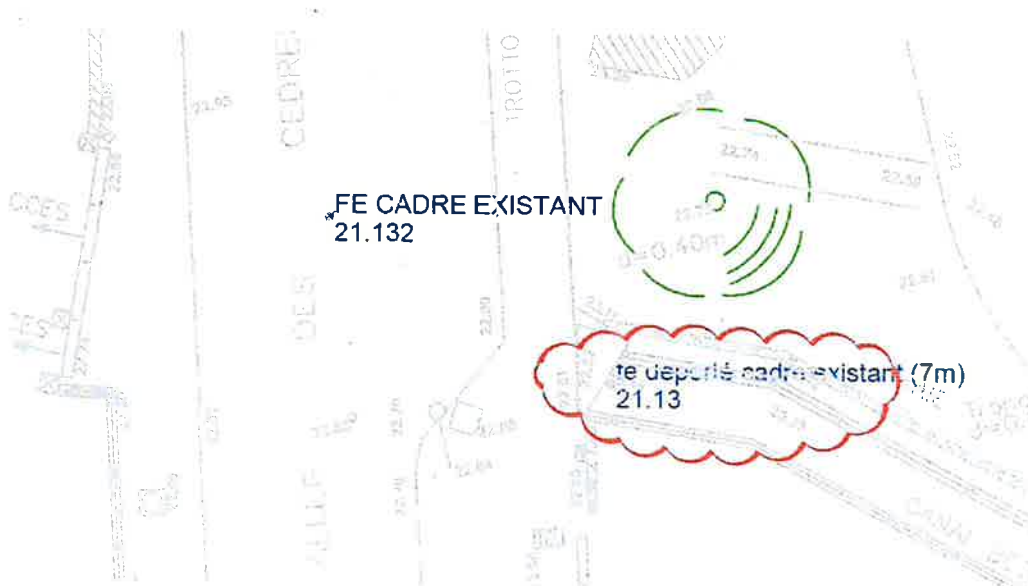
Cette erreur a été détectée lors d'une vérification par le géomètre de l'entreprise Guintoli sur demande du maître d'œuvre Suez Consulting, dans le cadre de la vérification des données d'entrée en début de période de préparation.

Cette erreur topographique est localisée au niveau du vallon, en aval du projet. Il s'est avéré que le vallon est plus haut d'environ 50 cm par rapport à ce qui avait été mesuré initialement. Cette erreur a de multiples conséquences :

Elle remet en question la conception qui a été faite au DCE :

- Conception hydraulique,
- Profil en long du pluvial,
 - ⇒ Modification notamment des modalités de raccordement dans la zone aval sur Allées cèdres bleus,
- Etc...

L'extrait de plan ci-après montre où l'erreur topographique a été faite (sortie du cadre entourée en rouge).



1.2 Géotechnique

Lors des études de conception, une étude géotechnique G2 PRO a été réalisée par ERG pour le compte de TPM. Cette étude prescrit un soutènement par blindage lourd descendu par havage. Suez Consulting a suivi cette prescription géotechnique importante dans l'élaboration du DCE.

L'entreprise Guintoli a établi son offre technique et financière sur la base des informations géotechniques contenues dans l'étude G2PRO jointe au DCE.

Au moment de la préparation du chantier, dans le cadre de ses études d'exécution et de la mission G3, l'entreprise a réalisé des sondages au droit de maisons riveraines sur la rue Lazarine, en amont direct du carrefour rue Lazarine / allées des cèdres bleus. Ces sondages ont montré que les maisons étaient fondées très superficiellement, ce qui augmente significativement le risque d'impact sur les bâtiments lors du terrassement de la tranchée.

L'étude G3 met en avant le risque inhérent à la technique du havage, du fait que le blindage ne peut être descendu que par passes successives entrecoupées de phases de terrassement. Dans ces phases transitoires le fond de la tranchée n'est pas blindé. Il peut alors se produire des éboulements / glissements de matériaux qui pourraient entraîner des désordres sur les habitations avoisinantes.

1.3 Echanges techniques et financiers

Les résultats des sondages ont incité l'entreprise Guintoli à proposer une autre solution de soutènement afin de maîtriser le risque de désordres. La technique proposée est une paroi de soutènement réalisée à l'aide de micropieux ou de pieux.

Après plusieurs réunions et échanges d'informations, ERG a indiqué lors d'un avis géotechnique dans le cadre de la mission G4, que la technique des pieux allait en effet dans le sens de la sécurité, compte tenu des éléments découverts lors des sondages complémentaires.

Les différents intervenants ont été rapidement confronté à une problématique du coût supplémentaire engendré par cette technique de soutènement par rapport à la solution initiale du DCE. Sans certitude d'aboutir, l'entreprise a arrêté la production de ses études d'exécution (y compris G3). La définition de la solution géotechnique tout comme son impact financier sont donc restés à l'état d'ébauche, avec une volonté de diminuer au minimum le linéaire concerné par la modification de soutènement afin d'en limiter l'impact financier (et donc éventuellement d'augmenter le risque d'une dégradation par ailleurs).

La demande de rémunération complémentaire de l'entreprise pour cette modification de soutènement atteint environ 400 000 euros, ce qui représente 37% du montant de travaux.

Cette demande de rémunération complémentaire n'est pas la première, eu égard à une erreur topographique décelée au démarrage du chantier ; et risque encore d'évoluer puisque les études géotechniques de la nouvelle solution ne sont pas finalisées.

La maîtrise d'œuvre a analysé la demande de rémunération complémentaire et proposé une rémunération revue à la baisse en fonction des éléments cadre du marché (prix unitaire de l'entreprise, acte d'engagement, sous-détail de prix, ...).

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Lors d'une réunion tripartite (Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre / Entreprise) ; l'entreprise a indiqué son souhait de résilier le marché pour cause de modification majeure des travaux à réaliser. Ce souhait a été accepté par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Cela implique :

- La clôture du marché de l'entreprise selon l'état d'avancement actuel et les modalités de clôture prévue dans le CCAG Travaux et les pièces contractuelles du marché
- La reprise de l'étude géotechnique G2-PRO afin de tenir compte des informations sur les fondations superficielles des bâtis
- La reprise du PRO et du DCE en fonction des nouvelles conclusions de la G2-PRO et la mise à jour du montant estimé des travaux

2 TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE POUR SUEZ CONSULTING

Nous détaillons ci-dessous le travail supplémentaire réalisé par le maître d'œuvre depuis le mois de septembre 2022.

2.1 Reprise de la conception hydraulique

Une fois le plan topographique corrigé, Suez Consulting a procédé à la reprise de la conception hydraulique du projet avec pour conséquences :

- L'analyse des éléments qui ont été impactés par l'erreur topo : hydraulique, profil en long modifié, conduites existantes impactées, etc...
- La réalisation d'une nouvelle étude hydraulique, en fonction du nouveau profil en long (dénivelé diminué de plus de 50 cm sur le projet). Cette prestation a fait l'objet de la production d'un rapport qui a été envoyé à TPM le 17 octobre 2022.
- La tenue de réunions avec l'entreprise Guintoli (soit des réunions organisées spécifiquement, soit des temps de réunion supplémentaires lors des réunions de chantier), ainsi que la rédaction des comptes rendu en découlant.

Par la suite, la mission DET a également été impactée pour Suez Consulting sur les sujets suivants :

- L'instruction des demandes financières de l'entreprise, en coordination avec la maîtrise d'ouvrage : réunions, vérifications des prix nouveaux (mémoire justificatif / sous détail de prix nouveau),
- La replanification des travaux pour s'adapter à ces nouvelles contraintes : maintien des dévoiements de réseaux, puis démobilisation de l'entreprise (ordres de service, etc ...).

Le temps passé relatifs à ces reprises d'études et échanges sont :

- Analyse des éléments impactés par l'erreur topographique : 2 j de chef de projet
- Reprise de l'étude hydraulique : 0,7 j de directeur de projet (cadrage général), 0,65 j d'expert hydraulicien (retour sur historique, expertise), 1,5 j de chef de projet (coordination, fourniture des données d'entrées) et 3,5 j d'ingénieur hydraulicien (modélisation hydraulique)

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

- Réunions spécifiques, réunions supplémentaires, compte-rendu : 4 j de chef de projet
- Instruction des demandes financières de l'entreprise, vérifications des prix : 3 j de chef de projet
- Replanification des travaux pour s'adapter aux nouvelles contraintes (maintien des dévoiements réseaux, démobilisation entreprise...) : 1 j de chef de projet

Cela amène donc un total de :

- 11.5 jours de chef de projet
- 3.5 jours d'ingénieur hydraulicien
- 1.35 jours au total de directeur de projet et expert hydraulicien

Soit un impact financier de 14 400 euros HT.

2.2 Echanges géotechniques en phase préparatoire

Les conclusions des sondages sur fondations des bâtis ont entraîné :

- Un travail supplémentaire de conception (notamment faire en sorte de minimiser la largeur des tranchées afin de sortir au maximum des ZIG),
- Des réunions sur site et par Teams supplémentaires avec le géotechnicien G4 (ERG), le maître d'ouvrage TPM et l'entreprise Guintoli,
- Des analyses financières supplémentaires (sous détail de prix des pieux, etc...)
- Des visas de plans supplémentaires (plans des pieux etc...),

Le temps passé relatifs à ces missions sont :

- Conception / réunions supplémentaires : 6 j de chef de projet
- Analyses financières / justificatif des prix nouveaux : 4 j de chef de projet / 1 j de directeur de projet,
- Visa plans supplémentaires : 3 jours de projeteur

Soit un impact financier de 12 500 € HT.

2.3 Actualisation des études de conception (PRO-DCE)

La reprise du PRO-DCE à la demande des services de la Métropole TPM implique de nouveaux échanges avec le géotechnicien en charge de la G2 PRO, puis la reprise du PRO et la mise à jour des pièces du DCE : les plans et les métrés, les CCTP, l'estimation prévisionnelle financière, le DQE et le BPU, le planning travaux.

Le temps passé pour ces reprises s'évalue à :

- Echanges géotechniques : 2 j de chef de projet / 1 j de directeur de projet

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

- Pièces écrites : 3 j de chef de projet / 2 jours de projeteur
- Pièces graphiques : 1 j de chef de projet / 3 jours de projeteur

Soit un impact financier de 9 200 € HT.

3 CONCLUSION

Au vu du déroulement du projet, nous demandons une rémunération complémentaire qui s'établit à 36 100 € HT.

- Reprise de la conception hydraulique = 14 400 € HT
- Echanges géotechniques supplémentaires en phase préparatoire = 12 500 € HT
- Actualisation des études PRO DCE = 9 200 € HT